

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## **BOFIP-RHO-23-0761 du 06/04/2023**

Délégation de signature du 6 avril 2023

DÉLÉGATION DE SIGNATURE – DIRECTION NATIONALE D'ENQUÊTES FISCALES

**Direction Nationale d'Enquêtes Fiscales**

### **RÉSUMÉ**

Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal.

Conciliateur fiscal.

Date d'application : 06/04/2023

DOCUMENTS À ABROGER

Délégation de signature BOFIP-RHO-19-0762 du 02/09/2019

L'administrateur général des Finances publiques, chargé de la DNEF,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la Direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2008 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des Finances publiques ;

Vu la décision du 20 août 2019 désignant M<sup>me</sup> Sylvie PERROUDON-RAGOT, conciliateur fiscal de la DNEF;

Vu la décision du 20 août 2019 désignant M. Cédric DUFOURT, conciliateur fiscal adjoint de la DNEF.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sylvie PERROUDON-RAGOT, administratrice des Finances publiques, à l'effet de se prononcer sur les demandes des usagers tendant à la révision d'une décision prise par un service de la direction dans les limites et conditions suivantes :

- 1° sans limitation de montant, pour les demandes contentieuses portant sur l'assiette des impôts ;
- 2° dans la limite de 200 000 euros, en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement.

**Article 2**

Délégation de signature est donnée à M. Cédric DUFOURT, administrateur des Finances publiques adjoint, à l'effet de se prononcer sur les demandes des usagers tendant à la révision d'une décision prise par un service de la direction dans les limites et conditions suivantes :

- 1° sans limitation de montant, pour les demandes contentieuses portant sur l'assiette des impôts ;
- 2° dans la limite de 200 000 euros, en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement.

**Article 3**

La présente délégation sera publiée au Bulletin officiel des Finances publiques, section Ressources Humaines et Organisation.

L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES FINANCES PUBLIQUES

PHILIPPE-EMMANUEL DE BEER

BOFiP

Direction générale des Finances publiques

Directeur de publication : Jérôme Fournel

ISSN 2268-0756